

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Au Soudan, l'interclassisme et le démocratismement mènent la révolte à la défaite

Lundi 3 juin, après avoir coupé l'électricité dans le centre de la capitale Khartoum et bloqué le réseau internet, le Conseil Militaire de Transition (CMT), l'instance militaire dirigeant actuellement le pays, envoya des commandos de policiers et de paramilitaires attaquer le sit-in qui se tenait depuis plusieurs semaines devant le quartier général de l'armée, et enlever les barricades érigées dans divers quartiers. Des hôpitaux où se trouvaient des blessés ont été attaqués par les commandos qui s'en sont pris au personnel soignant, des femmes ont été violées, etc. Les forces militaires sont également intervenues dans les autres villes du pays : Nuhood, Atbara, Port Soudan, et autres.

Au moment où nous écrivons, le décompte, encore provisoire, des victimes dans la capitale se monte à 116 morts (y compris les cadavres retrouvés dans le Nil) et plusieurs centaines de blessés, et un nombre indéterminé de responsables politiques et de militants ont été arrêtés ou ont disparu.

* * *

Les manifestations avaient commencé au Soudan dès le début de l'année dernière contre les hausses des prix de la farine et du pain conséquence des mesures d'austérité décidées en liaison avec le FMI pour rétablir les finances du pays. Avec la sécession du sud du pays le Soudan a perdu 75% de sa production pétrolière qui est sa principale exportation et sa première source de devises, alors qu'il doit importer une grande partie des produits alimentaires. Le pillage des richesses par les cercles dirigeants (qui placent les milliards détournés dans les coffres des banques occidentales), s'il suscite l'indignation légitime de la population, ne fait que s'ajouter aux conséquences de la crise capitaliste internationale qui est la cause principale des problèmes économiques du Soudan.

Mais alors que l'inflation atteignait déjà les 60%, ce sont en décembre les nouvelles hausses drastiques des prix des denrées de base (entre autres le triplement du prix du pain) à la suite de la baisse des subventions décrétée sur les conseils du FMI, qui mirent le feu aux poudres. Les économistes du FMI comptaient sans aucun doute sur les capacités répressives du régime pour faire passer ces véritables mesures de famine. Un puissant appareil militaire et policier avait en effet pu jusque là écraser les diverses vagues de manifestations et de rébellions connues par le Soudan depuis le coup d'Etat de juin 1989 qui porta le colonel Omar el-Bechir au pouvoir.

Le régime civil qui fut renversé alors était en pleine crise à cause de son incapacité à résoudre le conflit avec le Sud qui provoquait en outre dans cette région une famine où périrent près de 250 000 personnes selon certaines estimations d'ONG. Le nouveau régime militaire, s'appuyant sur des organisations islamistes, interdit les partis politiques, les syndicats et d'autres organisations non religieuses, purgea massivement les rangs de l'armée, de la police et de la fonction publique pour éliminer les opposants potentiels et imposa un code islamique (sharia). Il édifia un appareil répressif diversifié, avec des forces paramilitaires et des milices spécialisées dans la répression des mouvements sociaux et des révoltes, comme au Darfour.

Ces forces de répression ont été cependant incapables d'empêcher que le mécontentement généralisé se traduise par des manifestations de masse ; initiées dans la ville d'Atbara, riche d'une histoire de luttes ouvrières, ces manifestations s'étendirent à tout le pays et prirent rapidement un tour politique en demandant le départ d'el-Bechir et la chute de son régime.

Finalement le 11 avril les militaires se résolurent à destituer el-Bachir et à arrêter quelques uns de ses proches (1).

Après des discussions avec les «Forces de la Déclaration de la Liberté et du Changement» appelées aussi « Alliance pour la liberté et le changement » (AFC), les militaires constituèrent le Conseil Militaire de Transition. L' AFC est un rassemblement de forces d'opposition diverses constitué en janvier de cette année ; elle regroupe l' « Association des Professionnels Soudanaise » (SPA : organisation au départ de médecins, d'avocats et d'autres professions libérales, fondé dans la clandestinité en octobre 2016), les Forces du Consensus National (NCF) dont font partie le PC Soudanais, le parti Oumma (parti intégralement bourgeois qui a été plusieurs fois au pouvoir avant le régime militaire d'el-Béchir), etc. Le texte constitutif de l'AFC s'appelle la « Déclaration pour la liberté et le changement » ; il se compose de deux points : le départ d' el-Bachir et la formation d'un gouvernement provisoire « formé de personnalités qualifiées par leur compétence et de leur bonne réputation, représentant les divers groupes soudanais et recueillant le consensus de la majorité » qui gouvernerait pendant 4 ans, le temps d'établir une « solide structure démocratique et d'organiser des élections » (2).

Il ne s'y trouve rien qui réponde aux besoins fondamentaux des masses déshéritées qui se sont mobilisées pour leur survie et qui ne peuvent attendre 4 ans. La présence du PC ne doit pas faire illusion : en dépit de son nom ce parti est en réalité une organisation nationaliste qui au cours de son histoire et malgré la répression qui l'a frappé, a toujours soutenu l'ordre bourgeois et l'Etat national.

Alors que la méfiance des masses envers les chefs militaires, en dépit de mesures prises par le CMT comme la levée de l'état d'urgence, se traduisait par l'installation du sit-in devant le QG de l'armée et la poursuite des manifestations, l'AFC et le CMT entamaient des négociations. Le 27 avril le principe de la constitution d'un Conseil conjoint en remplacement du CMT pour gérer une transition de 3 ans semblait acquis; mais la suite fut difficile, les chefs militaires voulant avoir le contrôle de la de ce Conseil, et le 20 mai les négociations étaient interrompues. L'appui de l'Egypte, des Emirats et de l'Arabie Saoudite(qui ont promis 3 milliards de dollars d'aides diverses au CMT), conforta le refus des militaires de faire des concessions significatives. Cherchant à s'appuyer sur les sentiments religieux encore très présents, surtout à la campagne (la population soudanaise étant encore majoritairement agricole) ils lancèrent une campagne d'opinion contre l'AFC en l'accusant de vouloir supprimer la Charia.

L'AFC voulut répliquer en appelant à une grève générale « pacifique » de 2 jours pour les 28 et 29 mai –initiative dont se désolidarisa le parti Oumma. La SPA, qui affirme avoir intégré des organisations de cheminots et d'ouvriers en son sein,

est l'aile marchante de l'Alliance ; elle n'a cessé de multiplier les déclarations pacifistes, pour le maintien de la paix sociale et pour l'unité interclassiste de tous les Soudanais. En présentant l'appel à la grève générale, elle s'employa à en dénier tout caractère subversif : la grève « ne fait que gêner le CMT en l'avertissant qu'il pourrait se trouver réduit à l'impuissance du jour au lendemain » en ajoutant : « à moins qu'il ne recoure désespérément à l'usage des armes et de la force, perdant ainsi toute légitimité. (...) Cela serait facilement repoussé par notre antidote pacifique et notre unité harmonieuse, comme cela a été attesté de façon répétée par notre pratique et notre expérience » (3).

Mais dès la fin de la grève générale, le CMT réagit en déchaînant la répression et les chefs militaires déclarèrent que les négociations étaient terminées et qu'ils organiseraient eux-mêmes des élections.

Misère des illusions du démocratismes petit bourgeois ! La SPA ne sut répondre qu'en lançant des appels désespérés à l'armée pour qu'elle défende les manifestants (1) (4), tandis que l'Alliance déclarait qu'elle lançait une « escalade de la révolution » qui consistait essentiellement à décider d'arrêter les négociations (déjà rompues par les militaires !) et à demander aux grands Etats impérialistes de faire pression sur le CMT...

Après la répression du début de la semaine, l'Organisation de l'Unité Africaine (dont la présidence est actuellement occupée par l'Egypte) a envoyé le 8 juin le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed faire office de « médiateur » entre les militaires et les opposants de l'Alliance. Ahmed est reparti après avoir prononcé de beaux discours sur la démocratie... mais la répression a continué, s'abattant même sur des responsables politiques de l'Alliance qui l'avaient rencontré.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a essayé de pondre une résolution pour demander l'arrêt des violences, mais la Russie et la Chine s'y sont opposés. Les Etats-Unis, redoutant un nouveau foyer d'instabilité, ont demandé à l'Arabie Saoudite d'user de son influence sur le CMT pour calmer la situation.

Le Soudan a en effet une importance stratégique de par sa position sur la mer rouge et entre l'Egypte et l'Ethiopie. Il suscite les intérêts rivaux des puissances régionales et de l'impérialisme mondial. Autrefois proche de l'Iran, le régime de el-Bachir avait renoué avec l'Arabie Saoudite et l'Egypte au point d'envoyer un contingent participer à la guerre au Yémen. Aujourd'hui, selon une déclaration française officielle, l'Arabie Saoudite « soutient politiquement et financièrement les forces armées soudanaises ». Les Etats Unis ont levé l'année dernière leurs dernières sanctions (contre un régime qu'ils avaient accusé de génocide au Darfour !) et installé un centre de la CIA à Khartoum. L'Union Européenne avait passé des accords avec lui pour stopper l'émigration (le Soudan étant un point de passage), renforçant du même coup les milices et donc le caractère répressif du régime. La Chine, mais aussi la Turquie et la Russie sont intéressées par la situation soudanaise. Bref, le Soudan représente un concentré de contradictions inter-capitalistes. Tous ces Etats bourgeois cherchent et vont chercher à peser sur ce qui s'y passe.

Les prolétaires des autres pays doivent s'y intéresser eux aussi ; ils doivent montrer leur solidarité avec les prolétaires et les masses pauvres du Soudan, en commençant par dénoncer les agissements de « leur » bourgeoisie, en attendant d'avoir la force de manifester dans la lutte contre le capitalisme une véritable solidarité de classe agissante

* * *

Gilbert Achcar, le « spécialiste » du Moyen- Orient pour la IVe Internationale (ex SUQI), écrit dans un article que la supériorité du mouvement soudanais par rapport au mouvement algérien consiste en ce qu'il dispose d'une « direction politique exceptionnelle » – l'Alliance, dans la quelle la SPA « tient une place centrale » –, alors qu'une direction politique est absente en Algérie (5).

Mais cette prétendue direction politique exceptionnelle ne peut conduire le mouvement qu'à la défaite en raison de sa nature sociale essentiellement petite bourgeoise, et des ses orientations démocratiques, pacifistes et interclassistes !

En terminant son texte Achcar cite approuvativement un article du *Financial Times*, l'organe des milieux financiers de la City londonienne, écrivant que le mouvement au Soudan fait penser à la situation en Russie en 1917, après la chute du Tsar. Ce n'est pas un hasard si notre trotskyste a « oublié » qu'en 1917 en Russie il existait un parti qui luttait contre la direction démocratique bourgeoise : le trotskysme dégénéré d'aujourd'hui a complètement tourné le dos aux positions de classe et aux principes marxistes pour se rallier au démocratismes bourgeois.

Le parti bolchevik menait une lutte acharnée pour que le prolétariat rompe avec l'union interclassiste, qu'il cesse tout suivisme vis-à-vis d'orientations bourgeoises et pour qu'il prenne la direction de la lutte sur des **bases de classe** – seule façon d'entraîner derrière lui les masses exploitées et opprimées des villes et des campagnes contre le pouvoir bourgeois, au lieu d'être à la remorque des petits bourgeois.

Sans une avant-garde rejetant l'interclassisme, combattant les orientations démocratiques bourgeoises et conquérant la direction de la lutte prolétarienne, c'est-à-dire sans un **parti révolutionnaire communiste**, fermement organisé et politiquement solide, les prolétaires se retrouvent désarmés dans l'affrontement avec la bourgeoisie, condamnés au mieux à être utilisés par d'autres, au pire à tomber victimes de l'ennemi de classe.

Les événements actuels posent avec une force impérieuse la nécessité de ce parti prolétarien internationaliste et international. Il ne se constituera pas automatiquement, mais il sera le fruit de l'effort des prolétaires les plus conscients poussés à la recherche d'une boussole sûre pour les guider dans leur combat ; cette boussole, c'est le **programme communiste** authentique que notre courant a restauré et défendu contre toutes les déviations, et grâce auquel nous travaillons pour reconstituer cet organe de combat de la classe prolétarienne sans lequel les trésors de combativité sont dépensés en vain.

**SOLIDARITÉ DE CLASSE AVEC LES PROLÉTAIRES ET LES MASSES OPPRIMÉES DU SOUDAN !
POUR LA RECONSTITUTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DE CLASSE INTERNATIONAL !**

parti communiste international

(1) L'information selon laquelle el-Bachir aurait été mis en prison est considérée par la population comme un mensonge des militaires. (2) <https://www.sudaneseprofessionals.org/en/declaration-of-freedom-and-change/> Les divers partis d'opposition participant à l'Alliance sont essentiellement présents dans l'émigration et ils estiment avoir besoin de tout ce temps pour s'implanter dans le pays. (3) Communiqué du 26/5 (4) Communiqué du 3/6 (5) cf « Le Soudan et l'Algérie reprennent-ils le flambeau du « printemps arabe » », *Le Monde Diplomatique*, juin 2019

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

- Imp. Spé. - 10 juin 2019 supplément au Prolétaire n° 532 -

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian